



Parmi les participantes à la Conférence mondiale des femmes, les représentantes des syndicats que la CSC soutient ont été accueillies au centre d'étude et de formation de Ter Nood à Overijse avant et après la conférence. Elles ont pu échanger leurs expériences, se former autour du travail décent et élaborer de nouvelles pistes d'action.

## Travailleuses du monde Précarisées, souvent victimes, mais déterminées

«Un travail décent, une vie décente pour les femmes: les syndicats se placent à l'avant-garde pour la justice économique et sociale et l'égalité.» Ce thème a rassemblé 450 syndicalistes venues des quatre coins de la planète pour la première Conférence mondiale des femmes organisée par la Confédération syndicale internationale (CSI), à Bruxelles, du 19 au 21 octobre dernier. Toutes les femmes sont confrontées au travail précaire, à l'éducation des enfants, à la nécessité de gérer la famille avec des budgets souvent étriqués... Mais ces préoccupations ne se déclinent pas de la même manière dans les pays du Nord et du Sud. Cette conférence a été l'occasion de découvrir des réalités de travailleuses du monde entier. Témoignages.

### Marcelina Bautista (Mexique): «Organiser les travailleuses domestiques»

Ex-enfant travailleuse domestique, responsable au Mexique du Centre pour l'aide et la formation des travailleuses domestiques et secrétaire générale de la confédération CONLACTRAHO, Marcelina Bautista a apporté un témoignage clé à la conférence: «La grande majorité des travailleuses domestiques en Amérique latine ne sont pas reconnues comme travailleuses. Elles ne sont donc pas couvertes par la sécurité sociale, elles n'ont pas le «droit» de tomber malade. Elles sont fréquemment victimes de coups, de violences verbales et d'harcèlement sexuel sur leur lieu de travail, mais comme ce lieu est situé dans un logement privé, il leur est plus difficile de se défendre. En Amérique latine, certaines législations définissent des éléments comme la durée de la journée de travail, mais elles ne sont pas appliquées. Au Mexique, la loi ne définit pas de salaire pour le travail domestique, mais le salaire minimum est de 5 dollars par jour pour tous.»



© Jacky Delorme

Quant à la syndicalisation des travailleuses domestiques, les obstacles sont nombreux explique la syndicaliste: «La main-d'œuvre domestique se compose de groupes différents (employées occasionnelles, employées vivant chez l'employeur...), chaque travailleuse est employée dans une maison différente, elles n'ont souvent que le dimanche comme jour de repos et préfèrent consacrer ce jour à leur famille plutôt qu'à des activités syndicales. En l'absence de culture syndicale dans ce type de main-d'œuvre, les syndicats doivent être créatifs pour trouver des stratégies permettant d'organiser ces femmes et de les garder comme membres par la suite. Un exemple de stratégie consiste à créer des agences de placement pour travailleuses domestiques, ou encore de les impliquer dans des campagnes de sensibilisation de l'opinion publique afin de rendre leur travail visible aux yeux de tous. Elles se sentent alors utiles dans la défense de leurs droits.»



© Jacky Delorme

### Nadia Shabana (Palestine): «Le climat, une priorité»

«Il faut renforcer la sensibilisation au changement climatique qui affecte les plus pauvres dans les pays en développement», affirme Nadia Shabana. Déléguée par la PGFTU palestinienne, elle est aussi la vice-présidente du comité des jeunes de la CSI. Malgré les obstacles culturels, elle réclame un meilleur

équilibre entre les genres. Et, surtout, elle souligne la nécessité de renforcer le travail syndical de sensibilisation au changement climatique. «Je suis très heureuse d'avoir pu rencontrer la ministre sud-africaine de l'Environnement, qui a pris la parole à la Conférence. Dans les pays en développement, trop de gens sous-estiment le problème, certains n'en savent même rien. Pourtant ce sont souvent les plus pauvres (et, parmi eux, de très nombreuses femmes) qui sont les plus touchés par les désastres liés au changement climatique. À mes yeux, c'est une priorité essentielle pour le mouvement syndical dans les pays en développement», affirme-t-elle. Heureuse d'avoir participé à la conférence, elle souligne l'intérêt de rencontrer des syndicalistes du monde entier: «Échanger nos expériences est très enrichissant. Les relations humaines que l'on noue lors de ces rencontres sont importantes. Nous construisons des liens interpersonnels très forts et je pense que ça renforce notre motivation et notre efficacité».



© Jacky Delorme

### Cheung Lai-Ha (Hong Kong): «Le harcèlement sexuel est tabou»

Déléguée du HKCTU à Hong-Kong, Cheung Lai-Ha estime que «les employeurs perçoivent les femmes comme de la main-d'œuvre de seconde classe». Elle met l'accent sur la lutte contre la violence envers les femmes: «Le gouvernement et les employeurs hongkongais ne considèrent pas le harcèlement sexuel comme un gros problème. Il est pourtant plus important que ne le montrent les statistiques. C'est encore un sujet tabou, même si de plus en plus de cas sont dénoncés, entre autres grâce à nos campagnes de sensibilisation. Nous voulons que les victimes ne doivent plus craindre un licenciement ou une autre forme de vengeance si elles osent parler. Nos campagnes visent les jeunes travailleuses et le grand public, car les victimes gardent trop souvent le silence par peur des réactions négatives de leur famille, de leurs amis. Nous nous mobilisons aussi contre l'emploi des mots injurieux lancés par les employeurs à leurs travailleuses. C'est un phénomène fréquent et grave à Hong Kong. Enfin, nous recevons de plus en plus de travailleuses domestiques migrantes battues et abusées par leur employeur. Une de nos fédérations est spécialisée dans leur défense».



© Guy Puttemans

### Rabiou Serah Diallo (Guinée Conakry): «En Afrique, la femme a le visage de la pauvreté et du VIH-Sida»

Des centaines de morts, 1.200 blessés et de nombreuses femmes violées en pleine rue. En Guinée Conakry, le 28 septembre dernier, l'armée a sauvagement réprimé une manifestation de l'opposition. Les violences, notamment les

viols et les mutilations faites aux femmes ont continué par après. Rabiou Serah Diallo, secrétaire générale de la Confédération générale des travailleurs, a témoigné sans relâche de cette situation lors de son séjour en Belgique.

«On essaye de motiver les femmes à témoigner. On ne pourra les défendre que si elles sont organisées. Il faut que toutes les femmes se mobilisent pour que plus jamais cela n'arrive, pour protéger celles qui n'ont pas été victimes. Il faut aussi agir pour d'autres pays comme la RDC Congo ou des pays d'Amérique latine où les femmes sont également violentées.»

Dans ce contexte guinéen, le travail décent semble être un peu dérisoire: «On lutte pour le travail décent alors que les femmes ont toujours été exploitées dans mon pays. On parle de travail décent, mais ce sont les programmes d'ajustement structurel imposés par le FMI et la BM qui ont fait que les femmes ont perdu leur emploi. Elles se sont constituées dans le secteur informel de travail pas productif, sans protection sociale... La femme africaine a le visage de la pauvreté et du VIH Sida. Dans les zones rurales, les femmes ont besoin d'éducation, d'information, d'appuis... Mais au lieu de progresser, on recule. On les violente, on les humilie. Les femmes doivent se battre, cesser de paraître mais être, surtout dans le continent africain. Elles doivent cesser de se sous-estimer, de se laisser faire. Mais il faut l'éduquer, l'informer, l'encadrer pour qu'elle puisse assumer ses responsabilités.»

## Erin Harrison (Canada): «Les femmes et les jeunes sont les premières victimes de la crise»

Erin Harrison, représentante des jeunes au sein du Congrès du travail du Canada, est l'une des plus jeunes déléguées à la conférence. Dans son pays, les jeunes et les travailleuses sont les principales victimes de la crise. *«Les jeunes sont les premiers à être licenciés car ils ont le moins d'ancienneté. En septembre dernier, le taux de chômage était de 16,4% pour les travailleurs de moins de 24 ans alors qu'il n'était que de 10% au début de la crise. Le taux de chômage des travailleuses a lui aussi augmenté, passant d'environ 6% avant la crise à une fourchette comprise entre 10 et 12% actuellement.»*

*Face à cette crise, le CTC et ses affiliés mènent un grand plan d'action qui vise notamment à réformer le système de l'assurance chômage (pour en faciliter l'accès) et à augmenter le niveau des pensions publiques.»*

Améliorer l'image des syndicats est aussi une préoccupation permanente. *«Les médias sont contrôlés pas des entreprises géantes d'Amérique du Nord. Dans 90% des cas, ils publient des choses négatives sur les syndicats. Nous devons contrer cette influence, mais par d'autres moyens car nous n'avons évidemment pas assez d'argent pour procéder de la même manière que ces entreprises. De plus, nous avons un gouvernement de droite très négatif vis-à-vis des syndicats. Ça se reflète sur les messages que les jeunes reçoivent, sur ce que la société en général pense du mouvement syndical.»*



© Jacky Delorme

## Imelda Esperanza Lopez De Sandoval (Guatemala): «Droguées pour tenir le rythme»



*«Au Guatemala aujourd'hui, il n'y a pas de liberté syndicale, témoigne Imelda Esperanza Lopez De Sandoval de la CGT. Être syndicaliste aujourd'hui, c'est être considéré comme terroriste. Le gouvernement est anti-syndical. Dans les zones franches, ce sont surtout des femmes qui travaillent dans les conditions les plus terribles. D'abord, elles sont opprimées comme mère parce qu'on donne à certaines des abortifs. Le plus souvent, elles doivent travailler 12 h pour un salaire de misère. À certaines, on donne des drogues pour qu'elles puissent tenir le rythme. Il n'y a souvent pas de toilettes et pas d'endroit où manger décemment. Aujourd'hui, dans le contexte de la crise, les entreprises ferment sans que les gens reçoivent les salaires des derniers mois de prestations. De plus, au Guatemala, la violence est généralisée et quotidienne: 589 femmes ont été assassinées depuis début 2009» (NDLR: la violence contre les femmes au Guatemala est telle qu'on parle de «féminicide»).*



© Guy Puttermans

## Harshini Ranasinghe (Sri Lanka): «Les syndicats n'ont pas voix au chapitre»

Jeune juriste à la langue bien pendue, Harshini Ranasinghe travaille pour le National Workers Congress, la confédération syndicale du Sri Lanka. Son syndicat compte quelque 250.000 affiliés. *«Au Sri Lanka, il y a beaucoup de zones franches industrielles, où l'on trouve surtout des entreprises du secteur textile. Les grandes entreprises sri lankaises telles que Mas et Brandix produisent en sous-traitance pour des marques célèbres comme Nike. Max et Brandix ont également des filiales en Chine, où le travail est peu réglementé, voire, pas du tout. Là-bas, les employeurs peuvent faire ce qu'ils veulent. Ces entreprises agissent également de la sorte au Sri Lanka, où les travailleuses (car ces entreprises occupent surtout des femmes) ne reçoivent guère plus que le salaire minimum, c.-à-d. une bouchée de pain qui ne leur permet pas de subvenir aux besoins de leur famille... Cependant, ce salaire est toujours mieux que rien. Si un syndicat se montre trop entreprenant, les entreprises menacent de délocaliser la production. Il est impossible de négocier. La liberté syndicale est un droit reconnu par les pouvoirs publics mais, en pratique, les syndicats n'ont pas voix au chapitre dans les zones franches. Nous accueillons les travailleuses dans des «maisons de l'amitié» situées à l'extérieur des zones franches, les conseillons sur le plan juridique et leur donnons des formations. Malgré les nombreux problèmes, la plupart d'entre elles souhaitent continuer à travailler dans les zones franches. Sinon, elles devront se tourner vers le secteur informel ou vers un emploi de domestique, qui leur conférera encore moins de droits. Le Sri Lanka est un pays qui exporte des produits, mais aussi des personnes. En effet, de nombreux Sri Lankais partent à la recherche du bonheur à l'étranger. Ils se tournent alors principalement vers l'Occident et s'installent en Grande-Bretagne, en Norvège, en Belgique, en Italie... Cet exode détériore le marché de l'emploi sri lankais, car ceux qui partent sont les travailleurs les plus qualifiés.»*